

FUT-SP37 boulevard Saint-Martin - 75003 Paris - email : contact@sos-usagers.com
Tél. : 01 42 72 11 15 - Fax: 01 42 78 84 71**F**édération des **U**sagers des **T**ransports
et des **S**ervices **P**ublicswww.sos-usagers.com**Sud
Rail**Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.orgUnion
syndicale
Solidaires

Les usagers vont-ils payer plus chers leurs billets de train, pour financer RFF ?

La volonté du gouvernement de procéder, en juillet prochain, à une augmentation des péages ferroviaires est un très mauvais coup porté aux usagers des transports ferroviaires, ainsi qu'au service public ferroviaire. Cette augmentation des péages au profit de Réseau Ferré de France - de l'ordre de 80 % d'ici 2015 ! - signifie une hausse constante du prix des billets durant ces années, car la SNCF, pour maintenir et accroître ses marges bénéficiaires, ne manquera pas de répercuter ces hausses sur ses tarifs... ou de supprimer les trains ne générant pas assez de recettes.

Aujourd'hui, lorsqu'un voyageur donne 100 € à la SNCF, 30 sont déjà reversés à RFF. Le quasi doublement des péages en 2015 engendrerait inévitablement un transport ferroviaire plus cher, moins accessible et en total décalage avec les objectifs affichés par le gouvernement lors du Grenelle de l'environnement.

Si le gouvernement décidait cette hausse des péages, cela confirmerait aussi le désengagement de l'Etat du service public ferroviaire français et de sa dette - essentiellement due à l'aménagement des lignes à grande vitesse -, laissant celle-ci à la charge de la SNCF et des usagers, et sa gestion à RFF.

Intronisé en 1997, propriétaire et gestionnaire des voies, et lesté de 20 milliards de dette, RFF ne vit que de péages et de dotations publiques. La hausse des premiers ne faisant - comme le souligne son président - que compenser la baisse des secondes, l'endettement s'est accru de 7 milliards en 10 ans. De ce fait, les différents gouvernements ont fait de RFF un vrai frein au développement du service public ferroviaire.

Le camouflage de la dette, rendu possible par la création de RFF, n'a évidemment rien réglé et l'augmentation des péages voulue par le gouvernement est une véritable fuite en avant, qui aboutit à une politique de sous investissement et compromet le développement même du mode de transport ferroviaire.

Augmentation des péages, versement d'un dividende de l'entreprise publique SNCF à l'Etat, hausse du prix des billets..., tout cela est la conséquence de la non prise en charge par l'Etat des investissements et aménagements ferroviaires qui ont généré cette dette.

L'annonce de la suppression de la subvention versée par l'Etat à la SNCF pour les « tarifs sociaux » (billets de congé annuel, abonnements domicile/travail et études, réduction « familles nombreuses, etc.) marque un nouveau recul, qui pénalisera les plus démunis de nos citoyens.

Plutôt que de continuer à rançonner le service public ferroviaire et les usagers, l'Etat doit enfin prendre toutes ses responsabilités pour permettre au ferroviaire de devenir le mode de transport public, social et écologique dont nous avons besoin.